

## Résumé analytique

Par les chocs sans précédent qu'elle a suscités dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et les relations commerciales entre les pays, la crise sanitaire et économique liée à la pandémie de COVID-19 a constitué un test de résistance pour l'ensemble du système commercial mondial. En 2020, la valeur du commerce mondial des biens et des services en dollars nominaux a subi une chute de 9,6 % et le PIB mondial une chute de 3,3 %, soit la récession la plus grave depuis la Seconde Guerre mondiale.

Cependant le système commercial s'est montré plus résilient que beaucoup ne l'avaient anticipé au début de la crise. Si la pandémie a d'abord gravement perturbé les flux commerciaux internationaux, les chaînes d'approvisionnement se sont rapidement adaptées, le mouvement transfrontières des marchandises a repris, et l'économie de nombreux pays a commencé progressivement de se redresser.

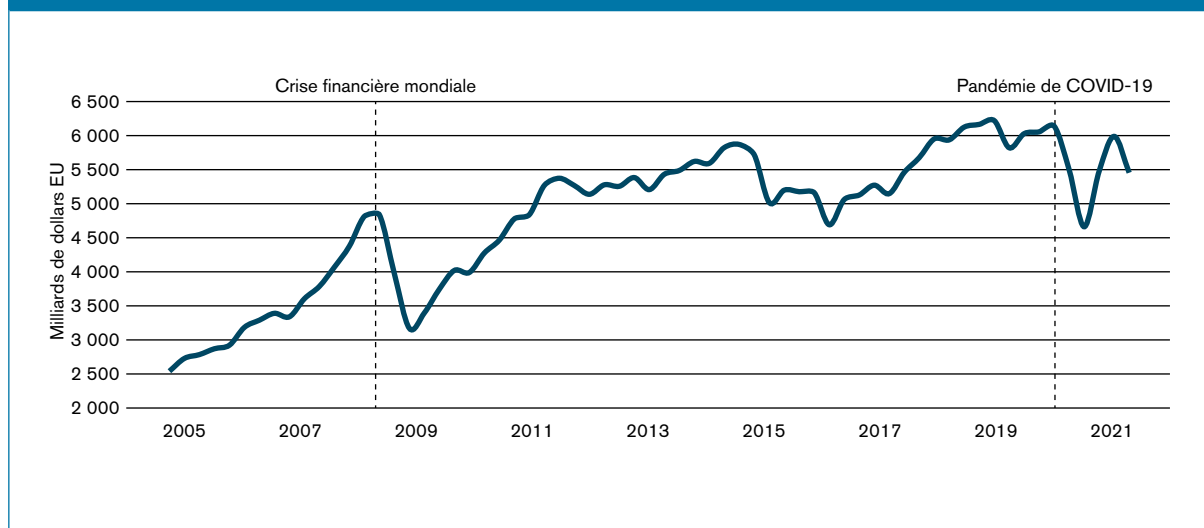
Le système commercial mondial a été source de flexibilité, de diversification et de force pendant la pandémie : il a aidé les pays à faire face à la crise en facilitant l'accès aux fournitures médicales, aux produits alimentaires et aux biens de consommation, et en contribuant à leur redressement économique (voir la figure 1). Selon les prévisions les plus récentes de l'OMC, la production économique mondiale (aux taux de change du marché) devrait reprendre de 5,3 % en 2021, en partie grâce à la reprise solide du

commerce des marchandises, qui devrait augmenter de 8 % en 2021. S'agissant du commerce des services, cependant, celui-ci demeure atone.

Le *Rapport sur le commerce mondial 2021* examine pourquoi le système commercial interconnecté est à la fois vulnérable et résilient aux crises, comment il peut aider les pays à devenir plus résilients économiquement en cas de choc, et ce qui peut être fait pour que ce système soit à l'avenir mieux préparé et plus résilient, autant d'enjeux pressants étant donné la perspective de catastrophes d'origine naturelle ou humaine de plus en plus fréquentes et intenses.

Les changements climatiques sont ainsi à l'origine d'une augmentation des phénomènes météorologiques extrêmes, dont les sécheresses, les cyclones et les inondations, aux conséquences potentiellement dévastatrices. L'empiètement de l'homme sur les habitats de la faune, peut accroître le risque de propagation de zoonoses susceptibles de provoquer une nouvelle pandémie. Si des processus de production plus sûrs ont réduit la fréquence des catastrophes technologiques et industrielles, l'incidence des cyberattaques et de la fraude aux données personnelles devrait continuer d'augmenter. La montée des inégalités, la fragilité économique croissante, l'incertitude politique et les tensions géopolitiques accroissent les risques de conflit et de violence. Si l'on a parfois tendance à envisager ces

**Figure 1 : Le commerce mondial s'est montré plus résilient pendant la pandémie de COVID-19 que pendant la crise financière mondiale de 2008-2009**



Source : Calculs des auteurs, fondés sur les données de l'OMC sur le commerce (<https://data.wto.org>).

Note : La figure montre l'évolution du volume trimestriel non corrigé des variations saisonnières du commerce mondial pour les pays qui ont déclaré des flux commerciaux pour les marchandises et les services commerciaux.

risques isolément, ils peuvent interagir entre eux, et provoquer des risques et des chocs en cascade pour l'environnement, l'économie et la société.

Prises ensemble, ces tendances de risque peuvent se traduire par des décès, des dommages corporels et des maladies à grande échelle, ainsi qu'à des pertes économiques importantes. Ainsi, les tremblements de terre ont provoqué plus de 884 000 décès entre 1980 et 2020, et plus de 4 800 inondations se sont produites dans le monde pendant la même période, touchant plus de 3,5 milliards de personnes. Le coût économique total imputable aux catastrophes naturelles entre 1980 et 2020 a atteint 3 600 milliards de dollars EU (EM-DAT, 2020).

Ces tendances de risque ont des répercussions sociales importantes. En temps de crise, les ménages pauvres sont particulièrement vulnérables à des pertes de revenus supplémentaires, une fréquence accrue de la déscolarisation précoce des enfants, une perte de l'accès aux soins de santé, et une mauvaise nutrition. Chaque année, environ 26 millions de personnes tombent dans la pauvreté en raison de catastrophes naturelles telles que les inondations et les sécheresses.

La pandémie de COVID-19 a aggravé les inégalités qui existaient déjà entre les genres pour ce qui est du taux d'emploi et du nombre d'heures travaillées, car les femmes assument une plus grande part de la responsabilité des soins aux enfants et aux personnes âgées, et représentent une plus grande part de l'emploi dans les services à la personne, où les répercussions de la pandémie ont été particulièrement vives. Les microentreprises et les petites et moyennes entreprises, dont les employés sont souvent plus pauvres et vulnérables, ont été plus touchés par les effets de la pandémie que les grandes entreprises en raison de leur accès limité à l'infrastructure financière, physique et numérique et à l'information relative à la gestion des risques. Au niveau mondial, les perturbations économiques ont souvent été plus préjudiciables aux pays en développement, en particulier les petits pays pauvres, qu'aux pays avancés.

Le présent rapport évalue comment le commerce, la coopération relative aux politiques commerciales et le système commercial multilatéral se rattachent à la résilience économique. Si l'expression de « résilience économique » est aujourd'hui courante pour désigner l'ensemble des divers facteurs et stratégies qui sont nécessaires pour atténuer les interruptions de l'activité et les pertes économiques qui résultent des chocs, il n'en existe pas encore de définition commune. Le présent rapport définit la « résilience

économique » comme la capacité d'un système, y compris les ménages, les entreprises et les gouvernements, de prévenir les chocs et s'y préparer, et de les gérer et les surmonter.

Pour améliorer la résilience économique, il faut être en mesure de comprendre les problèmes et les possibilités économiques, ainsi que d'anticiper, d'évaluer et de gérer les risques. Si un grand nombre de stratégies et de mesures de résilience économique, liées notamment aux politiques commerciales, sont à la disposition des entreprises, des ménages et des gouvernements, une question qui retient aujourd'hui l'attention dans le débat public et le débat sur les politiques est celle de la contribution possible du commerce international à la résilience économique.

Le débat actuel repose en grande partie sur un postulat binaire fondamental, à savoir l'idée qu'il y a intrinsèquement un choix à faire entre l'interdépendance liée au commerce mondial, d'une part, et la sécurité économique intérieure, d'autre part – et que la recherche de l'efficacité économique est incompatible avec la recherche de la « résilience économique ». Le présent rapport analyse et réévalue ce postulat.

Le rapport indique qu'il s'agit souvent d'objectifs étroitement liés qui se renforcent mutuellement – réalité que l'on occulte en les présentant comme un choix exclusif – et que le commerce est un moyen de construire et de promouvoir la résilience économique, particulièrement s'il est soutenu par des politiques nationales appropriées et par une coopération et des règles internationales efficaces.

Le rapport communique trois messages principaux : premièrement, l'économie mondiale hyperconnectée actuelle, caractérisée par des liens commerciaux étroits, a rendu le monde plus vulnérable aux chocs, mais aussi plus résilient face à eux quand ils se produisent ; deuxièmement, les politiques qui cherchent à renforcer la résilience économique en revenant sur l'intégration commerciale – par exemple en relocalisant la production et en défendant l'autosuffisance – peuvent souvent avoir l'effet inverse, et diminuer en fait la résilience économique ; et troisièmement, renforcer cette résilience passe par davantage de coopération internationale.

**L'économie mondiale hyperconnectée actuelle, caractérisée par des liens commerciaux étroits, a rendu le monde plus vulnérable aux chocs, mais aussi plus résilient lorsqu'ils surviennent.**

Le commerce peut accroître la vulnérabilité des pays et leur exposition aux risques, tout en favorisant

la transmission de ces risques, par les liens économiques, financiers, de transport et numériques. De par sa contribution fondamentale à la productivité et à la croissance économique, il aide en même temps les pays à créer les ressources dont ils ont besoin pour prévenir et anticiper les risques, y faire face et s'en relever.

Le commerce joue aussi un rôle décisif dans la diversification de l'accès aux biens et aux services mondiaux ; ainsi, il permet aux pays de gérer les chocs en changeant de fournisseurs lorsqu'il y a rupture des approvisionnements dans le pays ou à l'extérieur. Les entreprises qui commercent, particulièrement à l'exportation, ont de meilleures chances de survivre à un ralentissement économique, car elles ont une productivité plus élevée, en moyenne, que les entreprises des secteurs non exportateurs, et ont souvent accès à des marchés plus diversifiés.

La mobilité liée au commerce peut être un vecteur de transmission de maladies. Tel peut être le cas de la mobilité humaine, par les voyages et les migrations de travail, mais aussi du commerce du bétail et d'autres produits agricoles, particulièrement quand le commerce est illicite ou non réglementé. Pour les animaux importés licitement, ces risques sont atténués par le dépistage des maladies, les prescriptions de quarantaine et l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires nécessaires.

Cependant, la mobilité offre aussi des solutions car elle permet une diffusion plus rapide des connaissances, facilitant ainsi la recherche-développement grâce à laquelle des remèdes aux maladies infectieuses peuvent être trouvés à court terme et les systèmes de santé peuvent être renforcés à long terme.

L'interdépendance suscitée par le commerce, en particulier l'essor des chaînes de valeur mondiales, peut aussi accroître le risque de ruptures soudaines de l'offre ou de la demande d'intrants ou de produits, ainsi que la vulnérabilité à des perturbations des réseaux de transport internationaux. Ainsi, même des chocs relativement faibles sur un « maillon » de la chaîne de valeur peuvent bloquer ou perturber temporairement des réseaux de production et de distribution « juste à temps » fortement interdépendants. C'est ainsi que le tremblement de terre survenu en 2011 dans le Tōhoku au Japon a réduit de 3,6 points de pourcentage le taux de croissance des entreprises dont les fournisseurs avaient été sinistrés, et de 2,9 points de pourcentage le taux de croissance de celles dont les clients avaient été sinistrés (Carvalho *et al.*, 2021 ; Tokui, Kawasaki et Miyagawa, 2017).

Par ailleurs, dans la mesure où les réseaux de fournisseurs coûtent cher à établir, les relations de long terme qui sont à la base de toute chaîne de valeur incitent les entreprises à conserver et ajuster leurs relations commerciales avec des fournisseurs étrangers, même en période difficile. Les échanges peuvent ainsi gagner en résilience face aux crises, de sorte que l'instabilité des flux commerciaux et l'effet des crises sur la croissance diminuent. La présence de chaînes de valeur peut aussi aider à accélérer la reprise de la production après un choc en répercutant la reprise qu'une région peut connaître aux autres régions où s'étend la chaîne de valeur. Les entreprises peuvent adopter des politiques pour améliorer la résilience des chaînes de valeur mondiales, notamment en diversifiant leurs sources d'approvisionnement, en augmentant les stocks et en privilégiant une production souple à partir des différents sites.

Le commerce peut contribuer indirectement à l'aggravation des risques environnementaux liés au déboisement, à l'agriculture intensive et aux changements climatiques. Sans faire partie en tant que tel des principales sources d'émission de gaz à effet de serre, le commerce induit en effet certaines émissions, de la part du secteur des transports, ou parce que les échanges font augmenter la production. En l'absence de politique efficace en matière de changements climatiques, les émissions alimentent ces phénomènes et le risque de catastrophes naturelles d'origine climatique.

Le commerce peut cependant aussi atténuer le risque de changements climatiques en favorisant l'adoption et la diffusion de produits, services et technologies environnementaux comme ceux des énergies propres et renouvelables. Il peut aussi contribuer à l'adaptation aux changements climatiques en rectifiant le décalage de l'offre et de la demande entre les régions, quand par exemple certaines régions voient leurs rendements diminuer pour certaines cultures alors qu'ils augmentent dans d'autres.

Le commerce des services peut aussi jouer un rôle décisif en aidant les pays à se préparer à l'éventualité des chocs et à les affronter quand ils se produisent. Les systèmes de prévision météorologique et d'alerte précoce permettent ainsi d'anticiper les tempêtes, les incendies, les inondations, les sécheresses et les tremblements de terre et de diffuser l'information relative à ces événements. Les produits d'assurance soutiennent les revenus et incitent à prendre des mesures de réduction des risques – encore que les effets de certains chocs importants (dont les tremblements de terre et les maladies transmissibles) soient exclus de la couverture de nombreux contrats

d'assurance. Les télécommunications, que la technologie soit classique ou nouvelle, peuvent apporter une information essentielle pour répondre aux catastrophes. Les services de transport et de logistique permettent l'acheminement des approvisionnements, mais s'ils sont défaillants, les conséquences peuvent être désastreuses en temps de crise, comme il est apparu au début de la pandémie de COVID-19. Enfin, les importations de services de santé peuvent atténuer la charge supportée par des ressources nationales trop sollicitées.

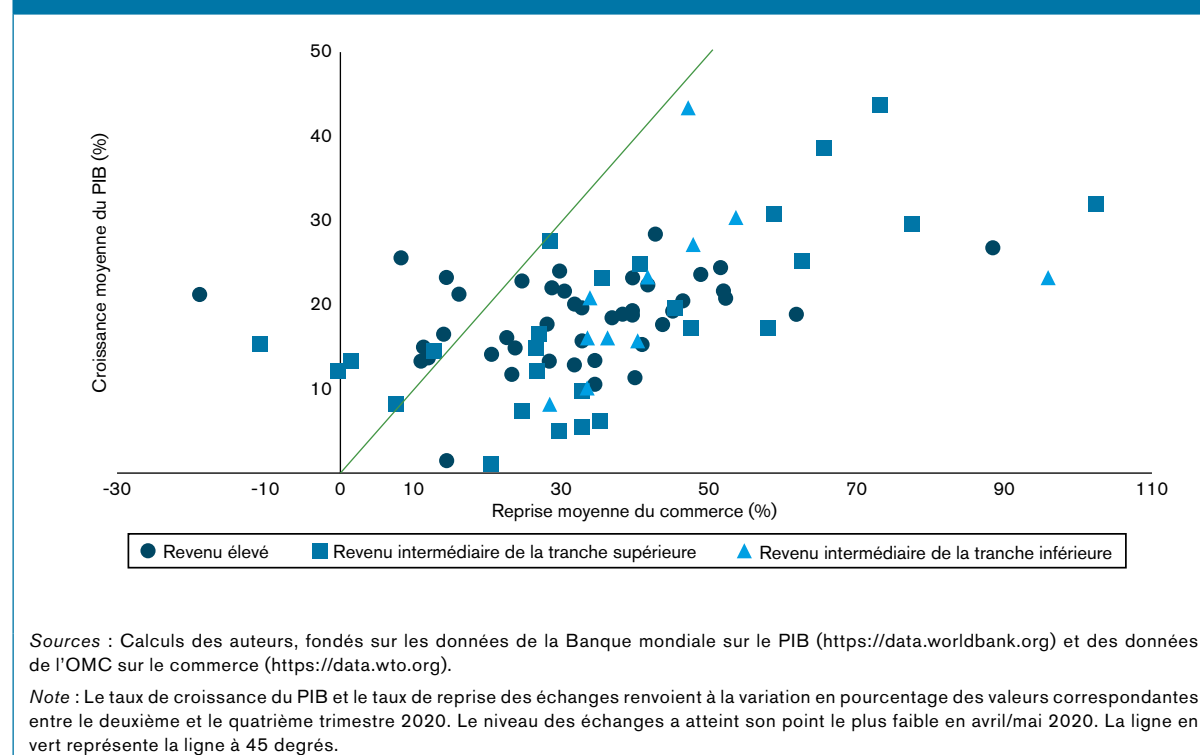
Rendre plus efficaces les services nationaux qui influent sur les échanges fait aussi partie des moyens essentiels de construire et de promouvoir la résilience économique. La lenteur des procédures et des processus à la douane, notamment le fait de refuser la mainlevée des marchandises jusqu'à réception de l'intégralité du paiement, le temps pris pour déterminer quelles marchandises sont exonérées des droits de douane, et la lourdeur des formalités documentaires, peut entraver l'acheminement des fournitures d'urgence pendant les catastrophes. Les pays sans littoral sont particulièrement vulnérables aux perturbations que peut connaître l'acheminement des fournitures essentielles en raison de problèmes de transit. Plusieurs pays ont pris des mesures de facilitation des échanges depuis le

début de la pandémie de COVID-19, par exemple en autorisant le dédouanement prioritaire des approvisionnements essentiels (produits alimentaires et fournitures médicales, notamment), en suspendant temporairement certains droits de douane et en augmentant la capacité de leur infrastructure commerciale.

Le commerce peut aussi contribuer à accélérer le redressement économique après les crises, grâce à l'existence d'une demande extérieure soutenue, du côté des exportations, et d'une offre de produits et de services intermédiaires, du côté des importations. Ce peut être un mécanisme de relance important pour beaucoup de pays en développement et pays les moins avancés, vu la capacité limitée de ces pays de stimuler la reprise économique par des mesures de relance budgétaire. Le commerce a fait preuve de résilience et a joué un rôle moteur dans la reprise face aux répercussions de la pandémie de COVID-19. Le commerce des marchandises s'est redressé plus rapidement que le PIB après le choc initial de la COVID-19 (voir la figure 2).

Si le commerce des services reste déprimé, le commerce des marchandises a pratiquement retrouvé son niveau d'avant la crise un an après la survenue de la pandémie (WTO, 2021c). Le PIB a récupéré plus

**Figure 2 : La reprise économique a été associée à une reprise du commerce pendant la pandémie de COVID-19 (deuxième à quatrième trimestres de 2020)**



rapidement dans les pays qui disposaient de relations commerciales préexistantes bien établies dans les pays qui ont connu peu de cas de COVID-19, ce qui souligne les liens synergiques entre le commerce, la croissance économique et la gestion des risques. La plupart des mesures protectionnistes adoptées au début de la pandémie ont été rapidement levées ; à l'inverse, bon nombre de mesures de libéralisation ont été adoptées pour renforcer la contribution du commerce à la résilience. La pandémie a aussi montré que le commerce numérique offrait de nombreuses solutions pour assurer une reprise plus rapide et plus inclusive.

Si la résilience joue un rôle fondamental à l'appui de la reprise économique, il faudra, si l'on veut maintenir plus largement une économie résiliente, remédier aux facteurs et aux situations qui font qu'un pays est vulnérable et exposé aux chocs. Le redressement économique après la pandémie est l'occasion de rendre le système commercial plus durable, plus résilient et plus équitable et de s'attaquer aux problèmes dont la crise liée à la pandémie a été le révélateur, comme les goulets d'étranglement et les disparités de répartition. Il serait aussi possible de transférer des ressources inutilisées ou mal affectées vers des usages plus durables et productifs. Parallèlement, il faudra veiller à ce que les politiques budgétaires et monétaires nationales suivies pour accélérer la reprise n'aggravent pas les déséquilibres commerciaux, de crainte que cela n'alimente la demande de politiques commerciales protectionnistes.

**Les politiques qui cherchent à renforcer la résilience économique en rapatriant la production, en défendant l'autosuffisance, et en revenant sur l'intégration commerciale, peuvent souvent avoir l'effet inverse, et diminuer en fait la résilience économique.**

Limiter les échanges et promouvoir l'autosuffisance nationale est un moyen presque sûr de rendre les économies nationales moins efficaces à long terme, car ce type de politique finit par renchérir le prix des marchandises et des services et restreindre l'accès aux produits, aux composants et aux technologies. Si les chaînes d'approvisionnement nationales peuvent atténuer l'exposition aux risques qui proviennent d'autres pays, elles augmentent la vulnérabilité nationale aux ruptures d'approvisionnement et aux chocs exercés sur la demande par des situations nationales de catastrophe.

L'autosuffisance économique, de surcroît, est un objectif illusoire. Dans les secteurs technologiques de pointe, la production moderne nécessite tout un éventail complexe d'intrants du monde entier qu'aucun

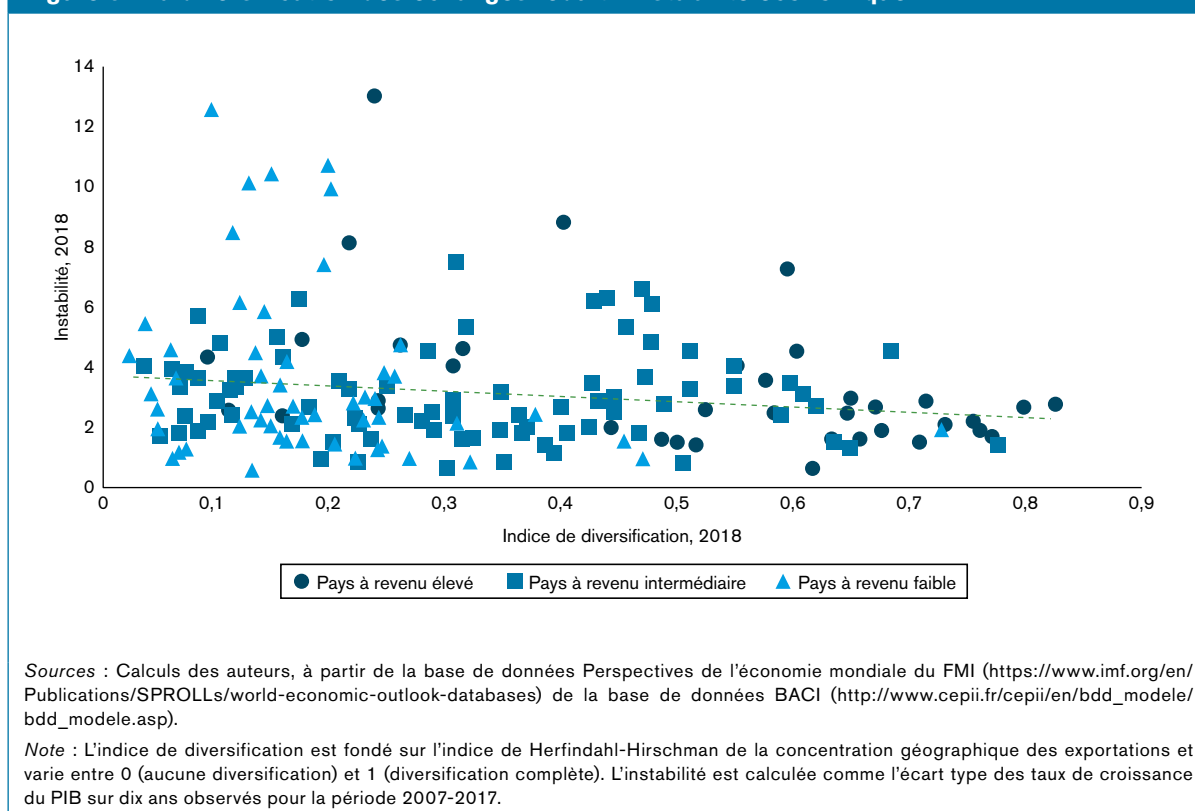
pays ne peut fournir seul. Même l'autosuffisance nationale dans la production alimentaire est tributaire des importations d'engrais, de machines agricoles ou d'énergie pour maintenir une production agricole suffisante. Ainsi, même l'Union européenne, très diversifiée, a dû importer 40 % de ses trousseaux et réactifs de diagnostic de la COVID-19 pendant la pandémie ; et l'un des fabricants des États-Unis de vaccins contre la COVID-19 doit se procurer 280 composants auprès de 19 pays différents pour fabriquer le produit final (Pfizer, 2021).

Les restrictions à l'exportation adoptées face à une crise pour garantir les approvisionnements nationaux peuvent souvent aboutir à des mesures commerciales de rétorsion de la part d'autres pays, de même qu'à une contraction des importations et à une aggravation des différends, toutes les parties concernées se retrouvant en définitive moins bien placées pour affronter le choc qui a d'abord motivé les restrictions commerciales et s'en relever. De telles restrictions peuvent aussi être préjudiciables à long terme à l'investissement dans les biens essentiels, du fait que les producteurs s'attendent à de moindres hausses de prix dans les périodes où la demande augmente. Tout cela peut se solder par une réduction de la libre circulation des échanges commerciaux et, surtout, une répartition moins équitable des biens essentiels quand les chocs mondiaux se produisent.

Plus généralement, le rôle d'amélioration de la résilience exercé par le commerce fait souvent plus que compenser l'exposition accrue à certains risques et chocs supportée par les pays ouverts aux échanges, quand on le mesure à l'aune de l'instabilité macroéconomique. Des données empiriques montrent que la réduction du coût des échanges obtenue ces 50 dernières années a contribué à une moindre instabilité du PIB dans la plupart des régions. Aussi les politiques de retour en arrière dans l'intégration commerciale, notamment celles qui cherchent à rapatrier les chaînes d'approvisionnement au détriment du commerce international, risquent-elles de contribuer à davantage d'instabilité macroéconomique.

À l'inverse, des politiques qui visent à promouvoir la diversification des échanges ont de meilleures chances de renforcer et soutenir la résilience économique et donc de réduire l'instabilité macroéconomique (voir la figure 3). Ainsi, de même que le commerce est utile en cas de pénurie des approvisionnements intérieurs, la diversification des partenaires commerciaux peut être utile lorsque l'offre extérieure habituelle est perturbée, par exemple à la suite d'une catastrophe naturelle qui touche un partenaire. De même, si les exportations

Figure 3 : La diversification des échanges réduit l'instabilité économique



d'un pays sont concentrées sur quelques produits, le pays est plus vulnérable à une chute de la demande de ces produits, ce qui accroît l'instabilité globale. Les graves répercussions de la crise de la COVID-19 sur les régions tributaires du tourisme en sont l'illustration : ainsi, les pays les moins avancés, dont beaucoup sont fortement tributaires des exportations de services relatifs au tourisme et aux voyages, ont connu une baisse de leurs exportations de services estimée à 39 % en 2020. De la même manière, si les exportations sont concentrées sur quelques destinations, les chocs qui surviennent du côté de la demande pour certaines destinations, par exemple en cas de récession, peuvent avoir de lourdes incidences sur les recettes d'exportation. La diversification par rapport aux différents axes commerciaux et aux différents modes de transport qui existent joue elle aussi un rôle important dans la résilience économique.

La diversification peut s'avérer toutefois une tâche difficile, étant donné les économies d'échelle qui caractérisent certains secteurs marchands et les coûts fixes importants (par exemple, pour obtenir des informations) associés à l'entrée sur les marchés et à la mise en place de relations commerciales avec des entreprises étrangères. En outre, dans les secteurs à forte intensité de connaissances, la crainte de

l'expropriation des droits de propriété intellectuelle ou de l'imitation peut dissuader les entreprises qui possèdent des actifs incorporels de nouer des relations avec un trop grand nombre de fournisseurs. De fait, les données globales ne témoignent que d'une faible progression de la diversification au cours des dernières décennies, tandis que les données très limitées dont on dispose au niveau des entreprises indiquent un degré élevé de concentration des échanges.

La diversification des échanges peut être favorisée par un large éventail de politiques ciblant certaines défaillances du côté des marchés, des politiques et des institutions. Ainsi, mettre en place des règles économiques et des politiques d'investissement claires, transparentes et prévisibles peut réduire les coûts et les risques des investissements portant sur de nouvelles activités. Abaisser les droits de douane et les autres obstacles au commerce et améliorer l'efficacité de la facilitation des échanges peut réduire les coûts commerciaux et stimuler la diversification. Limiter les restrictions au commerce des services sur le marché intérieur, en augmentant la qualité et l'offre des intrants de services, peut accroître les exportations de produits manufacturés à forte intensité de services. Créer des politiques pour encourager la concurrence peut stimuler l'innovation,



ce qui permet à terme une plus forte diversification des exportations par la hausse de la productivité des entreprises. Soutenir l'adaptation du marché du travail, par exemple en développant les compétences et en réduisant les inégalités entre les genres, peut accroître la diversification des échanges en augmentant la réserve potentielle de capital humain et en améliorant l'efficacité de la main-d'œuvre.

**Renforcer la résilience économique passe par davantage de coopération internationale.**

Une coopération plus soutenue en matière commerciale au niveau multilatéral ou régional, étayée par des règles internationales efficaces pour le commerce, peut aider les pays dans les diverses stratégies qu'ils adoptent pour éviter et atténuer les risques et se préparer à l'éventualité des chocs, et les affronter et les surmonter quand ils se produisent. Les mesures de réduction des risques et les politiques de résilience qui existent dans un pays peuvent avoir des retombées positives dans les autres pays, mais en l'absence de coordination mondiale, l'adoption de telles politiques par chaque pays individuellement est souvent moins qu'optimale du point de vue mondial. La coopération peut aussi contribuer à limiter le recours à des politiques qui peuvent avoir des retombées négatives pour les partenaires commerciaux comme les restrictions ou les subventions à l'exportation.

La coopération commerciale peut aider à parvenir à des marchés plus ouverts et à un commerce plus inclusif, stable et prévisible qui favorise la diversification des produits, des fournisseurs et des marchés, ce qui améliore la résilience aux chocs. La coopération peut aussi favoriser davantage de transparence, de partage de l'information et de prévisibilité sur le marché mondial, ce qui aide les pays à mieux évaluer les capacités de production, à éviter les goulets d'étranglement, à administrer les stocks et à ne pas faire de réserves excessives, leur permettant ainsi d'être mieux préparés face aux crises.

On peut citer à titre d'exemple de partage de l'information qui améliore la résilience le système d'information sur les marchés agricoles (AMIS), une plate-forme d'organismes internationaux, dont l'OMC, qui suit les approvisionnements en produits agricoles clés, rassurant les pays lorsque les approvisionnements sont suffisants et fournissant un cadre pour des réponses politiques coordonnées si nécessaire.

La coopération internationale en matière commerciale intervient aux niveaux multilatéral, plurilatéral et régional. Dans ce contexte, l'OMC concourt activement à promouvoir la coopération en matière

de commerce en encourageant les politiques qui créent des retombées positives ou les amplifient et en limitant la faculté de ses Membres d'adopter des politiques qui provoquent des retombées négatives, et en fournissant un cadre pour aborder et régler les frictions. La réduction des obstacles au commerce, la simplification des procédures douanières, l'encouragement à une transparence et une prévisibilité plus grandes des politiques, le renforcement des capacités commerciales des pays les plus démunis et la collaboration avec d'autres organisations internationales pour renforcer l'économie mondiale sont autant d'éléments relevant de la compétence de l'OMC qui contribuent à la coopération en matière de commerce.

Le corpus actuel de règles et de disciplines multilatérales, plurilatérales et régionales est complété par les travaux des organisations internationales visant directement à encourager la résilience économique. Durant la pandémie de COVID-19, l'OMC a suivi les mesures liées à la pandémie que les gouvernements ont introduites pour restreindre ou faciliter le commerce, améliorant ainsi la transparence des conditions du marché. Elle a travaillé avec les fabricants de vaccins, ainsi qu'avec d'autres organisations internationales, pour identifier les goulets d'étranglement dans la chaîne d'approvisionnement en vaccins, ce qui a permis d'obtenir des informations détaillées sur les principaux intrants vaccinaux et sur la panoplie de politiques commerciales et réglementaires susceptibles d'en entraver la circulation transfrontières. L'OMC a pu mettre à profit son rôle de rassembleur et de coordonnateur des différents acteurs pour contribuer aux efforts visant à augmenter le volume de production des vaccins et à en décentraliser la fabrication. Les travaux menés de longue date par l'OMC pour suivre l'évolution du commerce des marchandises et des services, et pour fournir un soutien dans le domaine des politiques et exécuter des activités de coopération technique, permettent maintenant de rendre compte de l'impact de la pandémie sur l'économie mondiale, et contribuent ainsi à éclairer les réponses des Membres.

Les Membres de l'OMC quant à eux peuvent renforcer encore leur collaboration pour contribuer davantage à la résilience économique. Ainsi, le fait de renforcer encore les mécanismes de transparence existants dans le cadre de l'OMC – en particulier les prescriptions en matière de suivi et de notification – faciliterait les processus de prise de décision tant pour les entreprises que pour les gouvernements en leur donnant rapidement accès à l'information en cas de chocs. Autre exemple : le fait de clarifier en quoi consiste une utilisation appropriée des restrictions à

l'exportation de matières stratégiques ou de produits intermédiaires pendant les crises, permettrait de réduire l'incertitude et les risques dans les chaînes de valeur mondiales. Une coordination renforcée des politiques de marchés publics concernant les marchandises et services essentiels en temps de crise aurait un effet positif similaire. Enfin, l'avancée des travaux sur le commerce électronique, les micro, petites et moyennes entreprises et l'autonomisation économiques des femmes, ouvrirait de nouvelles perspectives d'édification d'un commerce plus inclusif et diversifié et, partant, plus résilient.

Face au grand nombre de risques et de chocs possibles, il sera essentiel de renforcer et d'exploiter la coopération existante entre l'OMC et les organisations internationales et régionales. La promotion de la coordination, de la cohérence et de l'entraide dans des domaines tels que la prévention des risques, les secours en cas de catastrophe, la santé publique, les changements climatiques, la protection de l'environnement et la stabilité financière, consoliderait encore plus notre résilience collective face aux crises futures.